

IDÉES CHOISIES



38 réalisations de développement durable dans des territoires d'Europe



UN SERVICE



Mairie-conseils Caisse des Dépôts

IDÉES CHOISIES

38 réalisations
de développement durable
dans des territoires d'Europe

En partenariat avec Reporters d'Espoirs

Décembre 2008

Mairie-conseils, service de la Caisse des Dépôts, a pour principales missions l'information juridique des communes de moins de 3500 habitants et des intercommunalités françaises et l'accompagnement pédagogique et méthodologique de l'évolution des territoires intercommunaux. Le service s'est également donné pour mission de repérer et de publier des initiatives réalisées par les élus et autres acteurs des collectivités territoriales, pour leur apporter une source permanente d'inspiration et d'échanges. Toutes les informations sur Mairie-conseils sont en ligne sur le site internet :

www.mairieconseils.net

L'Agence d'informations Reporters d'Espoirs développe et diffuse une information porteuse de solutions. Ainsi, sur les scènes nationale et internationale, elle repère les initiatives novatrices, utiles et reproductibles, valorise les acteurs (entrepreneurs, élus et militants) qui les mettent en œuvre et facilite ainsi la mise en relation de ceux qui ont finalisé un projet avec ceux qui en ont l'intention.

www.reportersdespoirs.eu

Les articles figurant dans cet ouvrage ont été écrits par les journalistes Jeanne Beutter, Amaury Guillem, Magdeleine Walger, Lisa Azorin, Alexandre Barbe, Aurélie Darbouret, Ayméric Duvoisin, Andrea Paracchini, Agathe Seydoux et Antoine Squiban.

La coordination a été confiée à Faustine Waeckel pour Reporters d'Espoirs et Catherine Leberger et Maryline Trassard pour Mairie-conseils.

Avant-propos

L'âge du dialogue des expériences

Lorsque les fougères sont en danger, elles augmentent, dit-on, leur essaimage. Elles développent ainsi leurs chances de survie. L'homme s'est mis en danger : l'actualité nous le démontre chaque jour. Parce que nous sommes des humains, nous pouvons répondre aux menaces avec une attitude plus créatrice que la seule survie. Notre capacité à résoudre les crises du monde se trouve dans la mise en dialogue des expériences. De quoi s'agit-il ?

Nous sommes sortis d'un âge du dialogue des idées, des annonces, des affirmations, des certitudes. Ce type d'échange par les mots, les concepts, les récits, les commentaires et même les analyses, nous a portés vers les idéologies, les sectarismes, les enfermements dogmatiques et leurs souffrances. L'effondrement de la Babel financière dans le contexte d'une crise générale, nous invite à la réalité : nous avons plus besoin de fraternité que de satisfaction de seuls intérêts et nécessités ; plus besoin de vision, d'objectifs, d'espoir que de points de vues, d'intentions et de sécurité. En ce sens, l'expérience humaine est source d'inspiration. Peu ou prou, nous vivons tous les mêmes choses. Les différences de nos vécus tiennent davantage à la topographie de nos cultures, de nos histoires, de nos filiations voire de nos peurs, qu'à de supposées particularités fondamentales. L'identité vraie n'est-elle pas ce qui nous fait « communs » ?

Elargir le champ du regard, c'est souvent découvrir mieux et ailleurs. C'est surtout commencer à établir une relation sur ce que l'autre a fait, s'en inspirer, l'importer dans notre propre vie : c'est construire les relations humaines sur le meilleur de l'homme. Ne serait-ce pas de la sorte que peuvent se tisser de justes relations ?

Les élus, comme les journalistes, les chefs d'entreprises et tous les acteurs, interviennent dans le champ de la « responsabilité sociale. » Pas besoin de théoriser ni de s'ériger en inquisiteurs de l'éthique : l'action publique engage le collectif des hommes et des femmes, leurs sociétés. Ce n'est pas une histoire de mots. Mais, pour se prémunir contre le pavage infernal des seules bonnes intentions, il convient de faire parler les expériences entre elles et sur la base d'un langage universel : tel enjeu, telle réponse, tel résultat, tel acteur. La démonstration qui en émerge garantit l'optimisme de l'action tout en écartant les menaces de l'angélisme. L'homme laisse alors l'enthousiasme l'animer.

Bienvenue dans l'âge du dialogue des expériences porteuses de résultat et de bien commun.

Patrick Busquet,
journaliste, gérant de l'Agence d'informations Reporters d'Espoirs

Sommaire

Avant-propos : L'âge du dialogue des expériences	3
Introduction	7
Allemagne	
Sept communes bavaroises	
Des communes porte-parole des petites entreprises locales	8
Jühnde, 750 habitants, dans le district de Gottingen, en Basse Saxe	
Un village bioénergétique	9
Angleterre	
Totness, 8 000 habitants dans le Sud du Devon	
Particulier partage jardin.....	10
Comté de Devon	
«Fresh Start Menu» : des produits bios et locaux à la cantine	11
Ashton Hayes, 1 000 habitants, comté du Merseyside au Nord-Ouest de l'Angleterre	
Objectif Zéro CO2	12
Communes de Modbury, 1500 habitants dans le comté du Devon et d'Aylsham, 5500 habitants dans le comté de Norfolk	
Des villes sans sacs plastiques	13
Autriche	
Güssing, 4 400 habitants, dans la région du Burgenland, la plus orientale d'Autriche	
Biomasse, biogaz, biodiesel... de l'énergie à revendre	14
Langenegg, 1030 habitants, district de Bregenz, région du Vorarlberg à l'extrême Ouest de l'Autriche	
Le covoiturage commence à la mairie	15
Mellau, 1307 habitants, région du Vorarlberg, à l'extrême Ouest de l'Autriche	
Inciter à la construction de maisons passives	16
Wieselburg, 4 000 habitants dans la région du Tyrol	
A pied, à vélo, en bus... les écoliers jouent pour le climat	17
Belgique	
Malibrans, un quartier de 7000 habitants à Ixelles	
Combiner rénovation d'un quartier et retour à l'emploi	18
Silly, 8000 habitants dans la Province du Hainaut à l'Ouest de la Belgique, en région Wallonne	
Un convivium au service du « bon vivre ».....	19
Houyet, 4500 habitants, dans la province de Namur, en région Wallonne,	
L'éolienne, rien que pour les enfants	20

Danemark

Veje, 52 500 habitants, au sud de la péninsule du Jutland, chef lieu de la région du Danemark-du-Sud

Accompagner les entrepreneurs immigrés21

Kalundborg, port de l'Est du Danemark, 20 000 habitants.

Les déchets des uns deviennent les ressources des autres..... 22

Ecosse

L'île d'Eigg, 67 habitants dans l'archipel des Hébrides intérieures

Une île éclairée par ses vents, ses eaux et un soleil rare..... 23

Espagne

Un quartier de Barcelone, Ciutat Vella (vieille ville)

Les citoyens utilisant la déchetterie ambulante sont récompensés 24

Espejo, pueblcito de 3500 habitants dans la province de Cordoue

Mobilisation pour l'équitable dans un village andalou..... 25

Hongrie

Dans les communautés, les villages et les hameaux de tout le pays

Des agents de proximité au service des habitants..... 26

Irlande

Dix villages du comté du Tipperary, province du Munster

Concours de propreté dans les villages ruraux 27

Italie

Savigno, 2640 habitants et la communauté de montagne de la vallée du Samoggia, dans la province de Bologne, région d'Emilie Romagne

Au «marché des bonnes choses» 28

Quarante-huit communes du bassin hydrographique de Vallecamonica dans la province de Brescia, en Lombardie

L'informatisation au service de l'emploi social proposée aux collectivités 29

Région de Vénétie

Des «menus kilomètre zéro» dans les cantines publiques 30

Bourg de Castelbuono, 9 000 habitants en Sicile

Collecte des déchets à dos d'âne31

Neuf communes de la zone de Trasimeno, dans la province de Pérouse, en Ombrie

Carte à points pour tri malin 32

Luxembourg

Beckerich, 2 300 habitants.

Vers l'indépendance énergétique..... 33

Pays-Bas

Terneuzen, 55 000 habitants, ville portuaire de la province de Zélande (Flandre zélandaise)

De l'eau de ville pour l'industrie 34

Groningen, 170 000 habitants dans la province de Groningue et Leeuwarden, 82 000 habitants dans la province de Frise

Des formations pour aider les femmes à créer des entreprises à domicile 35

Un quartier de Culemborg dans la province de Gueldre

Un quartier tout écologique..... 36

Pologne

Jordanow, 5 000 habitants près de la frontière slovaque

Des bâtiments publics éco-éclairés 37

Portugal

Serpa, une municipalité de 17000 habitants composée de sept localités, dans la région de l'Alentejo

Associer culture, saveurs et tourisme équitablement..... 38

Roumanie

Sinca Noua, 1 800 habitants dans les Carpates

Une agriculture éco-certifiée et sans OGM 39

Sacalz, 6 200 habitants, près de Timisoara

Une pâtisserie, pour l'insertion des handicapés 40

Roumanie / Belgique

Six communes flamandes et roumaines

Quand la jeunesse revit..... 41

Russie / France

Entre Irkoutsk en Sibérie orientale et le département de Haute-Savoie

Coopération « franc'eau russe »..... 42

Suède

Région Fyrbodal et regroupement de communes dans la région Västra

Götaland, au Sud-Ouest de la Suède

Favoriser le développement des associations entrepreneuriales, pour l'insertion . 43

Linköping, 132 000habitants dans le comté d'Östergötland et Västervik, 21 000

habitants dans le comté de Kalmar, toutes deux situées dans le Sud-Est du Pays

Amanda roule au biogaz pour relier deux municipalités..... 44

Suisse

Genève et autres communes et cantons

Collecte au porte à porte des déchets organiques 45

Introduction

Engagement, inventivité, audace, ingéniosité... Ces termes qualifient assez bien l'état d'esprit des élus et autres acteurs locaux qui ont réalisé les 38 expériences présentées dans cet ouvrage. La prise de conscience collective de la nécessité de respecter l'Homme et son environnement par de profonds changements économiques et sociaux, glisse rapidement de l'utopie à la pratique, de l'exception à l'essaimage. C'est à ce mouvement que nous nous joignons en publiant quelques exemples inscrits dans des territoires d'Europe.

En effet, pour bousculer notre inclinaison naturelle à observer plutôt ce qui se passe à l'intérieur de nos frontières, nous avons recherché, chez nos voisins d'Europe, des autorités locales^[1] qui, elles aussi, dans leurs politiques territoriales, encouragent et mettent en œuvre à leur échelle, des initiatives qui ouvrent de nouvelles voies vers plus d'humanité, de démocratie, de responsabilité sociale et d'écologie, riches de solutions réelles et différentes, qui peu à peu s'imposent.

Pour Mairie-conseils Caisse des Dépôts, cet ouvrage s'inscrit dans la continuité de sa mission d'information et d'échanges, qui consiste notamment à publier des ouvrages et des articles en ligne sur des initiatives réalisées par des élus, sources d'inspiration et références pour d'autres territoires^[2]. Avec les journalistes de Reporters d'Espoirs, l'accès à des élus et acteurs de pays européens a été grandement facilité. Pour L'Agence d'informations Reporters d'Espoirs^[3], dont l'objectif est de révéler une information porteuse de solutions et de la diffuser auprès de différents médias et des autres acteurs de la société, cet ouvrage était une occasion supplémentaire de porter à la connaissance des collectivités des initiatives novatrices, utiles et reproductibles mises en œuvre par des autorités locales d'Europe, en s'appuyant sur les outils de diffusion de Mairie-conseils.

Mairie-conseils et Reporters d'Espoirs ont donc tout naturellement noué un partenariat fructueux, sur la base des objectifs similaires qui les animent, pour choisir les 38 réalisations selon deux critères principaux. En premier lieu, les thèmes retenus correspondent à des compétences pouvant être exercées par les collectivités et intercommunalités françaises (appui aux entreprises, économies d'énergie, habitat, développement social, ordures ménagères, énergies renouvelables, restauration collective...). En second lieu, l'intention politique – parfois pionnière, souvent réparatrice – transformée en réalisation locale aux effets tangibles et transposables, a primé sur un choix qui aurait pris en compte d'autres caractéristiques (démographiques, sociales, économiques ou géographiques) des territoires concernés.

Bon voyage...

[1] « Autorité locale » est le terme générique signifiant une collectivité publique, selon les cas, une région, un district, un comté, une municipalité...

[2] et [3] Voir page 2

Allemagne

Sept communes bavaroises

Des communes porte-parole des petites entreprises locales

Favoriser la création d'entreprises et d'emplois pour une meilleure qualité de vie sur le territoire, telle est l'ambition de Xper Regio. Lancée en 2002 par Franz Dullinger, l'association allemande regroupe sept communes bavaroises. L'idée : aider les jeunes entrepreneurs locaux à concrétiser leur projet en centralisant leurs demandes de financement pour adresser à l'Union Européenne une demande unique de subvention. L'initiative vise des entrepreneurs freinés par les programmes de développement locaux qui privilégient l'agriculture, le high tech ou les projets dont le budget est supérieur à 500 000 €. La direction générale du Fonds européen pour le développement économique régional (Feder) reconnaît en effet que le dispositif administratif exigé par les fonds communautaires (respect de la législation environnementale, tenue de comptes, pièces justificatives, etc.) rend l'accès à ces fonds impossible pour des projets d'un budget inférieur à 250 000 €. Si bien que les petits projets ont du mal à se faire entendre... Les maires des communes adhérentes à Xper Regio ont donc mis en place une commission qui réunit représentants des grandes écoles de la région ou de la chambre de commerce et responsables de la politique communale. Ceux-ci reçoivent les candidatures de petits projets demandeurs de subventions et dont l'impact potentiel sur le développement régional (sécurisation et/ou création d'emplois, initiative en faveur d'une entreprise menacée de fermeture faute de repreneur, offre plus proche des attentes de la population, etc.) est important. Chaque projet retenu voit sa demande de financement rejoindre celle des autres. Xper Regio fait alors la somme de ces petits budgets pour adresser à l'Union Européenne une demande commune de financement.

Sur la période 2005-2006, 300 projets ont été déposés auprès d'Xper Regio, qui en a accepté 165. L'Union européenne a accordé une subvention globale de 3 M€, grâce auxquels 11,3 M€ supplémentaires ont pu être rassemblés auprès d'investisseurs locaux. Cet argent a ensuite été redistribué sous forme de dons de l'ordre de 5 000 € à 10 000 € (maximum 100 000 €) entre les différents projets, selon les besoins qu'ils avaient exprimés. Avec, à la clé, 300 emplois créés dans la région. Un succès qui a encouragé d'autres communes à rejoindre le dispositif et a valu à Xper Regio le Prix fédéral de la coopération intercommunautaire en 2007.

Lisa Azorin

Contact :

Franz Dullinger
Directeur d'Xper Regio
+ 49 99 51 60 38 22
office@stopgo.net
www.xper-regio.de

Allemagne

Jühnde, 750 habitants, dans le district de Gottingen, en Basse Saxe

Un village bioénergétique

350 000 litres de mazout économisés et des émissions de CO² réduites de 3 000 tonnes chaque année : pour Jühnde, la conversion à la bioénergie s'est avérée payante.

En 2000, à l'initiative de l'Université de Göttingen qui a mené des recherches en ce sens, le village de Jühnde (Niedersachsen) entreprend d'acquiescer son indépendance pour son approvisionnement énergétique. Condition indispensable à la réussite du projet : les habitants doivent être partie prenante. Les citoyens se regroupent pour former une coopérative. Ensemble, ils optent pour la construction de deux centrales de transformation de biomasse dont ils seront les propriétaires. La première doit produire chaleur et électricité à partir de seigle, de blé, de tournesol ou encore de maïs transformés en biogaz. Chaque année, la coopérative achète aux fermiers des céréales cultivées sur 3000 hectares au même prix que lorsqu'elles sont destinées à la consommation. La seconde centrale, alimentée par des copeaux de bois sec ou semi-humide ramassés dans la forêt par une société privée, doit fournir la chaleur complémentaire nécessaire en fonction des besoins. L'investissement total s'élève à 5,5 M€. Les membres de la coopérative apportent ensemble la somme de 500 000 €. Ils bénéficient par ailleurs de soutiens financiers du ministère allemand de l'Economie, du Land de Niedersachsen, du district de Göttingen et des communes de Dransfeld et Jühnde. L'Union européenne accorde quant à elle une subvention de 3 M€. Cela permet de financer la construction des deux centrales et un réseau de 5,5 km qui permet de chauffer les trois quarts des maisons qui y sont reliées depuis 2005. Pour être chauffée et raccordée, il en a coûté 1000 euros à chaque maison. Quant aux 4,8 millions de kilowatts d'électricité produits par les centrales chaque année, ils sont revendus à des compagnies privées d'électricité pour environ 1M€.

Sachant que la bioénergie (qui provient du bois, de la paille, du maïs, etc.) fournit seulement 10 % de la demande mondiale d'énergie primaire et que la biomasse contribue à hauteur de 1 % à 4 % à la production totale d'énergie primaire dans les pays du G8, contre 5 % à 27 % dans les cinq plus grands pays émergents, Jühnde est sans doute un exemple à suivre.

Lisa Azorin et Ayméric Duvoisin

Contact :

August Brandenburg
Maire bénévole de Jühnde
august.brandenburg@bioenergiedorf.de
+49 55 02 10 35
www.bioenergiedorf.de

Angleterre

Totnes, 8 000 habitants dans le Sud du Devon

Particulier partage jardin

De nombreux particuliers ont une parcelle de leur jardin inutilisée par manque de temps, d'intérêt ou du fait d'une mobilité réduite. D'autres souhaiteraient avoir la chance de jardiner mais ne peuvent pas le faire parce qu'ils vivent dans un appartement. Partant de ce constat, la ville de Totnes a décidé fin 2007 de mettre en relation ces administrés aux intérêts convergents. Le rôle de la mairie consiste à prospecter auprès des particuliers pour connaître ceux qui ont un jardin disponible et souhaiteraient le faire cultiver par un autre particulier. Pour cela, elle affiche des annonces chez les commerçants. Elle met également à disposition un site Internet où toute personne intéressée peut se manifester. Les termes de l'échange sont les suivants : le jardinier et le propriétaire du jardin reçoivent chacun une partie de la production et le matériel est à la charge du jardinier. La ville délivre un certificat autorisant le partage des jardins et oblige les deux parties à souscrire une assurance en cas d'accident lors du jardinage. Les jardiniers, souvent expérimentés, cultivent légumes et fleurs. L'opération touche plusieurs publics : des étudiants, des retraités ou des actifs. Elle permet aux habitants de prendre soin de leur santé en consommant une alimentation saine et locale. Elle a le mérite de favoriser les rencontres entre habitants de la ville et crée du lien social. L'opération n'implique que peu de coûts pour la municipalité liée à la tenue du site et aux affiches de mise en relation des propriétaires de jardins et des jardiniers. Depuis l'hiver 2007, dix-sept propriétaires de jardins et six jardiniers se sont trouvés. La ville espère que ce nombre ira croissant. Et bien que cela dépende de la volonté des participants, la ville souhaite que les collaborations conclues à ce jour soient pérennes et durent plus qu'une saison.

Aymeric Duvoisin

Contact :

Lou Brown
totnes@transitionnetwork.org
+44 18 03 86 73 58

Angleterre

Comté de Devon

«Fresh Start Menu» : des produits bios et locaux à la cantine

Dans le cadre du programme Rafael, lancé en 2005 par l'Union européenne, le Conseil du Comté de Devon a appuyé la création de filières courtes. Objectif : approvisionner les cantines scolaires avec les produits issus de l'agriculture locale et biologique. Avec ses 24 395 ha de terres cultivées certifiées biologique, le Devon est en effet la région du Royaume-Uni qui compte le plus grand nombre de producteurs bio : 464 agriculteurs certifiés. Le projet a été mené dans sept écoles du Devon (4 392 écoliers concernés) dont certaines avaient abandonné le service public d'approvisionnement des cantines et trouvaient elles-mêmes leurs fournisseurs. Appuyés par la Soil Association, association anglaise qui promeut une alimentation saine, les responsables du programme ont conçu un «Fresh Start Menu», composé de produits locaux. Autour de cet outil, plusieurs activités ont été organisées. Pour les enfants, visites de fermes, ateliers pratiques de cuisine, concours pour élaborer un nouveau menu «bio», etc. Quant à l'opération «Grab a bag» ("Prenez un sac"), elle a permis aux parents des enfants fréquentant les écoles des quartiers défavorisés d'acheter, à la sortie de l'école, des paniers de légumes locaux au prix symboliques d'une livre sterling. Les paniers étaient proposés à moindre prix par les agriculteurs qui y ont vu une occasion pour promouvoir leurs produits. Enfin, pour les professionnels, des rencontres entre les cuisiniers des cantines ont eu lieu et deux événements «Faire affaires avec le Conseil» ont été organisés pour faire connaître aux producteurs locaux les opportunités de devenir fournisseurs des produits du «Fresh Start Menu» : plus de cent entreprises et producteurs ont répondu à l'appel. Devant le succès de l'initiative, le Conseil du Devon a étendu ce dispositif à sept autres écoles du sud de la région en 2007. Le programme a nécessité un financement de 128 896 €, assuré conjointement par le Conseil du Comté de Devon et la Soil Association.

Andrea Paracchini

Contacts :

Kathryn Edwards
Food and drink projects coordinator
kathryn.j.edwards@devon.gov.uk
www.rafael-eu.com
www.foodiedevon.com

Amanda Daniel
Soil Association
adaniel@soilassociation.org
www.soilassociation.org

Angleterre

Ashton Hayes, 1 000 habitants, comté du Merseyside au Nord-Ouest de l'Angleterre

Objectif Zéro CO2

La ville d'Ashton Hayes, près de Liverpool, s'est fixé un objectif ambitieux : devenir neutre en émissions de CO2. L'impulsion vient de Garry Charnock, ingénieur spécialisé dans l'environnement. En janvier 2006, il lance le Going Carbon Neutral Project pour réduire les émissions de gaz carbonique de son village. Approuvée par le Conseil municipal, l'opération reçoit le soutien des collectivités locales, de l'Université de Chester et surtout de la population, grâce à une campagne de sensibilisation auprès des habitants, adultes et écoliers.

Sur la base du volontariat, Garry Charnock incite ses concitoyens à s'impliquer dans la lutte contre le changement climatique avec des gestes concrets : éteindre les lampes et appareils électroménagers inutiles, installer des ampoules à basse consommation, isoler l'habitat, abandonner l'usage de sacs plastiques, recycler les déchets, diminuer les déplacements en voiture et les voyages en avion, etc. Par ailleurs, 1 400 arbres ont été plantés, et dix maisons se sont équipées de chauffe-eau solaires.

L'Université de Chester effectue régulièrement des enquêtes pour mesurer les progrès accomplis. Deux ans après le début de l'opération, le village a réalisé une baisse de 21 % de ses émissions de gaz carbonique. Cette diminution concerne aussi bien le champ domestique que les transports en voiture et même en avion. Même si ces chiffres sont encore loin du but visé, Garry Charnock souligne que la réussite la plus importante du projet est d'avoir insufflé dans son village un véritable esprit de communauté.

En marge de cet élan populaire, des entreprises privées ont apporté une contribution financière à hauteur de quelque 4 500 €. Et le ministère de l'Environnement, une subvention de près de 34 000 €. Des sommes essentiellement destinées à communiquer l'expérience aux nombreuses autres collectivités désireuses de s'engager dans le sillage d'Ashton Hayes. A noter à ce titre, des films sortis sur DVD et une vidéo diffusée à travers le monde lors des concerts Live Earth du 7 juillet 2007.

Alexandre Barbe

Contact :

Garry Charnock
Fondateur du Going Carbon Neutral Project
gcharnock@rsk.co.uk
+44 7968 063 624

Angleterre

Communes de Modbury, 1500 habitants dans le comté du Devon et d'Aylsham, 5500 habitants dans le comté de Norfolk

Des villes sans sacs plastiques

Selon le PNUE (Programme des Nations unies pour l'environnement), un sac plastique, et le polyéthylène qui le constitue, met plus de 1000 ans à disparaître. Rebecca Hosking, photographe animalière, a réussi à convaincre les quarante-trois commerçants de sa ville natale de Modbury (1 500 habitants) à abandonner l'usage de ces sacs. Comment les a-t-elle persuadés ? En leur diffusant son film « Un message dans les vagues », montrant baleines et dauphins étouffés par des sacs plastiques.

L'initiative de Rebecca Hosking a eu des vertus exemplaires dont se sont inspirées de nombreuses municipalités à travers l'Angleterre pour sensibiliser les commerçants de leur ville. A Aylsham, ville de 5 500 habitants dans le comté de Norfolk, suite à la diffusion du documentaire, les commerçants de la ville se sont engagés à ne plus distribuer de sacs plastiques et à investir dans la fabrication de sacs en coton qu'ils vendent £ 1,50 pièce (2 €). Ces sacs sont fabriqués en Inde et sont commandés trois mois à l'avance pour être livrés par bateau et non par avion. Pour recycler les sacs plastiques restants, plusieurs poubelles ont été disposées au cœur de la ville. Afin de convaincre également les habitants, Aylsham a fait fabriquer à ses frais 2 200 sacs en tissu, distribués lors de campagnes de sensibilisation et dans les écoles pour un coût total £ 2 256 (soit 2 870 €).

Dans le quartier de Kew de la ville de Londres, l'initiative a été déléguée à une association subventionnée qui a acheté des sacs en coton biologique issu du commerce équitable et qui sont vendus dans les commerces de la ville. Dans ces commerces, on distribue des autocollants magnétiques à disposer sur le frigo pour que les clients se rappellent d'apporter leur sac biodégradable.

Aymeric Duvoisin

Contacts :

Rebecca Hosking
Photographe animalière
becks.hosking@btinternet.com

Kate Murrell
Responsable de la réduction de déchets au comté de Norfolk
kate.murrell@norfolk.gov.uk
+44 16 03 22 22 59.

Autriche

Güssing, 4 400 habitants, dans la région du Burgenland,
la plus orientale d'Autriche

Biomasse, biogaz, biodiesel... de l'énergie à revendre

En 1990, Peter Vadasz, maire de Güssing (Burgenland), lance à sa ville un défi : se convertir à 100 % aux énergies renouvelables, en mettant à profit la quantité de ressources naturelles à disposition. Durant la guerre froide, la région pauvre du Burgenland, située sur le « rideau de fer », peine à se développer. Nulle entreprise, nulle industrie. Aucune infrastructure de transport, pas d'emplois. Le processus de conversion s'amorce en 1990 à la demande du conseil municipal. Dans un premier temps, les bâtiments publics de la ville (écoles, crèches, mairie, etc.) sont rénovés afin de réaliser des économies d'énergies. En 1995, la décision est prise de construire une usine de chauffage urbain par biomasse (matières organiques pouvant devenir sources d'énergie) pour alimenter bâtiments publics et privés. Créé spécialement pour mener à bien ce projet, le CEER (Centre européen pour les énergies renouvelables) fait alliance avec les organes régionaux, nationaux et internationaux. Le programme de conversion de Güssing suscite un vif intérêt et bénéficie de subventions de la part de l'Union européenne et de la commune, mais aussi des banques et de fonds privés. Des sociétés d'économie mixtes sont constituées avec les producteurs et agriculteurs locaux qui fournissent la matière organique. Les infrastructures nécessaires à la production d'énergie sont développées : trente centrales de transformation de la biomasse implantées dans un rayon de 10 km autour de Güssing. Mais, trèfle et herbe donnent du biogaz, l'huile de colza du biodiesel, le bois de la chaleur. Le tout dans le respect de l'environnement et sans concurrencer la filière alimentaire, et pour cause... les producteurs locaux, qui n'avaient pas de bétail, n'entretenaient pas leurs prairies. Quant au bois utilisé, il provient essentiellement des chutes de bois des deux usines de parquet de Güssing. Des panneaux solaires thermiques et photovoltaïques fournissent également chauffage, eau chaude et électricité. Aujourd'hui, la ville compte 4 400 habitants, la région 27 000 ; des chiffres qui se sont stabilisés depuis 1990 du fait de la qualité de vie.

La gestion durable de ces ressources naturelles a permis à Güssing de produire 250 % d'électricité, 160 % de biocarburants et de couvrir 96 % de ses besoins en chauffage. Entre 1995 et 2007, ses émissions de CO₂ sont passées de 35 000 tonnes par an à 5 000. La ville a atteint l'autonomie sur le plan énergétique ; elle a même de l'énergie à revendre. Quant à la région, elle en est à 50 % d'énergies renouvelables et devrait atteindre les 100 % d'ici 2010.

Lisa Azorin

Contact :

Christian Keglovits, Coordinateur du projet pour le CEER
+ 43 5 90 10 850 40
c.keglovits@eee-info.net

Autriche

Langenegg, 1030 habitants, district de Bregenz, région du Vorarlberg à l'extrême Ouest de l'Autriche

Le covoiturage commence à la mairie

A Langenegg, localité de 1030 habitants, les transports en commun font défaut et la plupart des employés de la ville vivent loin de leur lieu de travail. La plupart des familles des dix agents municipaux disposent de deux voitures pour assurer les déplacements du reste de la famille pendant qu'un des deux parents travaille. Le remboursement des frais de déplacements des agents municipaux coûte annuellement 2 200 € aux contribuables de la ville.

A l'initiative du département de l'énergie de la municipalité, une Peugeot 806 roulant au biodiesel et destinée aux déplacements professionnels des agents municipaux a été achetée à un coût de 10 650 €. Elle est dénommée « Fifty » pour avoir permis une réduction de moitié des frais de déplacement des agents comme des émissions de gaz à effet de serre. Mise en service mi-avril 2002, elle parcourt près de 16 000 kilomètres chaque année.

Pour pouvoir utiliser « Fifty » dans le cadre de leurs fonctions, les agents municipaux doivent la réserver auprès de la mairie. Personne ne jouit cependant d'une priorité d'usage, pas même le maire. Et il n'existe aucune limite géographique d'utilisation de cette voiture. Les employés ne peuvent utiliser leur voiture personnelle pour un déplacement professionnel que dans le cas où « Fifty » est occupée. Si cette voiture n'est utilisée par aucun agent, les habitants de Langenegg peuvent la louer moyennant une cotisation annuelle de 20 € ou journalière de 2 €, à laquelle s'ajoute le prix du km, de l'ordre de 0,20 € à 0,30 €. Son entretien revient à la municipalité.

Pour promouvoir l'utilisation de Fifty, un prospectus a été inséré dans le journal local, une lettre a été adressée aux habitants et des publicités ont été faites dans le bulletin municipal ainsi que sur le site de la ville, www.langenegg.at.

Aymeric Duvoisin

Contact :

Georg Moosbrugger
Maire de Langenegg
+43 55 13 4101
buergemeister@langenegg.at

Autriche

Mellau, 1307 habitants, région du Vorarlberg, à l'extrême Ouest de l'Autriche

Inciter à la construction de maisons passives

« La maison du futur sera passive » : un plan d'action de la Commission européenne de 2006 préconise que cela devienne la norme d'ici 2015. La région autrichienne du Vorarlberg (18 000 habitants) s'est engagée dès 1991 dans cette voie, emmenée par l'architecte Helmut Krappmeier. Son leitmotiv : la maison passive est un modèle d'écologie et d'économie.

Selon Günter Lang, du réseau d'information et de formation sur la maison passive IG Passivhaus Österreich, « chauffer n'est rien d'autre qu'une adaptation constante aux erreurs de construction ». La maison passive est, elle, construite de manière à ce que le bien-être thermique y soit maintenu, été comme hiver, sans avoir besoin de recourir à un système de chauffage ou de climatisation supplémentaire. Deux règles sont à respecter impérativement : éviter les déperditions thermiques et optimiser les ressources naturelles en chaleur, comme l'ensoleillement des façades, la chaleur résiduelle des appareils électroménagers et la chaleur humaine.

Les premières maisons passives du Vorarlberg sont construites en 1996. Les responsables politiques régionaux soutiennent le mouvement et l'amplifient en adoptant une politique en faveur des énergies renouvelables dans l'habitat basée sur l'incitation fiscale et sans excédent budgétaire pour les municipalités. Des subventions sont accordées aux particuliers en fonction de la performance énergétique des bâtiments. L'une des communes de la région, Mellau (1 307 habitants), vend ses parcelles à un prix au m² inférieur à celui du marché à condition que la construction envisagée réponde aux normes passives. En 2000, le BMVIT (ministère autrichien pour les Transports, l'Innovation et la Technologie) lance le programme « Maison du futur » pour promouvoir l'habitat passif à l'échelle nationale.

A ce jour, on recense 2 400 maisons passives dans le Vorarlberg. Depuis 2007, tous les logements sociaux de la région sont soumis aux normes de construction passive.

Lisa Azorin

Contact :

Helmut Krappmeier
Architecte et membre de l'institut de l'énergie du Vorarlberg
+ 43 55 72 31 202 61
helmut.krappmeier@energieinstitut.at

Autriche

Wieselburg, 4 000 habitants dans la région du Tyrol

A pied, à vélo, en bus... les écoliers jouent pour le climat

Pourquoi laisser s'installer les embouteillages devant les établissements scolaires quand il suffit d'un quart d'heure pour faire un kilomètre à pied ou trois kilomètres en vélo ? De là est né « Pas de moteur dans la vallée du Erlauf ! », jeu lancé en 2004 par la mairie de Wieselburg, véritable ville-école autrichienne qui compte 4 000 habitants et partage ses infrastructures et ses écoles avec 4 000 habitants supplémentaires des communes voisines. Ainsi, 2 500 élèves y sont accueillis chaque jour. Le but de ce jeu est de les encourager à préférer la marche à pied, le vélo ou les transports en commun pour se rendre à l'école.

A l'origine de l'initiative : Irene Weiss, conseillère de la ville à la culture et à l'environnement. Alors qu'elle publie, en 2002, un livre sur l'histoire du fleuve, des ponts et des vallées de la région, elle imagine faire de ce paysage un plateau de jeu virtuel pour sensibiliser les enfants à l'environnement en général et aux transports en particulier.

Le jeu commence généralement à l'occasion de la journée sans voiture et dure trois à quatre semaines. Une classe représente une équipe. Le plateau, une carte représentant le fleuve Erlauf et les curiosités du patrimoine régional qui le bordent, est affiché dans la classe. Chaque site est matérialisé par une case, soit autant de cases à parcourir pour les écoliers-joueurs. Chacun a la possibilité de faire progresser sa classe sur le plateau, à condition d'être venu à pied, en vélo ou en bus. L'objectif est d'arriver à l'autre bout du fleuve au plus vite. Les trois premières classes du peloton remportent un prix : une entrée gratuite dans un parc naturel, une nuit dans un de ces parcs et pour les premiers, une journée entière vers une destination au choix en Autriche. Les prix sont financés par les sponsors de la ville, qui n'a plus qu'à régler les coûts d'impression des cartes de jeu.

En 2004, année où Wieselburg a lancé le jeu, quatre communes ont participé, soit 2 500 enfants de huit écoles. Les participants sont chaque année plus nombreux. Quant au nombre de voitures devant les écoles, il diminue sensiblement le temps du jeu, la majorité des enfants refusant que leurs parents les amènent. L'effet semble perdurer une fois déclarée la fin de la partie.

Lisa Azorin

Contact :

Irene Weiss
Conseillère de la ville à la culture et à l'environnement
irene.weiss@wibs.at

Belgique

Malibran, un quartier de 7000 habitants, à Ixelles

Combiner rénovation d'un quartier et retour à l'emploi

Développer l'emploi local tout en favorisant la rénovation des quartiers vieillissants de la commune d'Ixelles, région de Bruxelles-capitale, tel est le pari commun lancé par la Mission locale et l'association Habitat et Rénovation (HR). En 1997, alors que Nadine Heim, directrice d'Habitat et Rénovation, se rend à pied à un groupe de travail sur la création d'emplois, l'idée lui vient de combiner ce thème à l'embellissement du quartier de Malibran, où vivent 7 000 habitants. Le projet séduit les acteurs locaux tout comme Charles Piqué, ministre de l'Emploi de la région, qui propose de financer douze salaires et d'accorder deux subventions chaque année, pour un budget de 314 000€. La mission locale lance la sélection des candidats, futurs peintres en bâtiment, tandis qu'Habitat et Rénovation cherche des particuliers dont les façades mériteraient d'être rafraîchies. Incités par les aides régionales et les tarifs très compétitifs, des commerçants acceptent de faire repeindre leur façade : la dynamique est lancée. Sur les chantiers, une équipe de huit ouvriers, choisis parmi des chômeurs très éloignés de l'emploi, sont encadrés par un technicien-formateur. Ils signent un contrat d'un an avec la mission locale, après quoi ils se présentent à nouveau sur le marché du travail. Onze ans plus tard, sept rues ont été rénovées (dont deux dans le cadre des contrats de quartier de la région), soit près de quatre-vingt façades. Une activité qui dégage un chiffre d'affaires annuel de 75 000 € et qui a permis à une soixantaine de personnes d'être formées. « *Nous ne sélectionnons que des personnes en situation très difficile : chômeurs de longue durée, repris de justice, primo-arrivants...* » explique Pascal Delaunois, directeur de la mission locale. « *Cependant, environ la moitié des équipes retrouve du travail dans les mois qui suivent la fin de leur mission chez nous* ». Si cela n'a pas toujours été le cas, le projet fait aujourd'hui l'unanimité, notamment au sein du conseil d'administration de la mission locale composé à 50 % d'élus locaux.

Aurélie Darbouret

Contact :

Pascal Delaunois
Chargé de la mission locale
+ 322 502 3105
p.delaunois@missionlocalexl.be

Belgique

Silly, 8000 habitants dans la Province du Hainaut à l'Ouest de la Belgique, en région Wallonne

Un convivium au service du « bon vivre »

La commune de Silly, située dans la province du Hainaut, est composée de huit localités. En 2005, elle effectue un jumelage avec la ville de San Miniato en Toscane (Italie). Cette dernière appartient au réseau international Cittaslow (littéralement "Les villes lentes") qui valorise le développement harmonieux des villes autour de différents critères : qualité urbanistique, respect de l'environnement et promotion des productions locales. Séduit par le concept, le maire de Silly, Christian Leclercq, décide de soutenir la mise en place d'un convivium local *slow food* dans sa commune. Il confie à ses collaborateurs le soin d'en trouver les membres : producteurs locaux, enseignants, représentants associatifs et citoyens. Une trentaine de personnes est bientôt rassemblée au sein du convivium Les Saveurs de Silly. Son but : promouvoir une alimentation saine et équilibrée en s'appuyant sur la qualité des produits cultivés artisanalement et de saison dans la région.

Pour assurer le lancement du convivium, la mairie a dans un premier temps exempté les producteurs du paiement de la cotisation d'adhésion, d'un montant de 50 euros. Elle finance son fonctionnement à hauteur de 1200 euros par an et fournit également une aide matérielle d'appoint pour les transports, le prêt de locaux, etc.

Depuis 2006, le convivium compte soixante membres et multiplie les initiatives. Un potager a été créé dans l'école de Hoves afin que les élèves apprennent à cultiver et à consommer des légumes de saison. Une Ballade des saveurs en vélo est organisée chaque 1^{er} mai autour d'étapes de dégustation chez les producteurs et des lieux du patrimoine local. Dernier projet en date : l'organisation d'un week-end thématique sur les légumes-racines et la défense de la biodiversité. Le convivium prévoit également de publier avant 2009, un recueil de recettes traditionnelles et modernes, le *Manuel des Saveurs de Silly*, prodiguant des conseils pour la santé.

Les Saveurs de Silly ne comptent pas s'arrêter là. Le convivium développe de plus en plus d'échanges avec d'autres localités belges et européennes : organisation de banquets inter-communautaires, promotion des denrées de Silly sur les foires locales et internationales. Devenue la ville pilote du « bon vivre » en Belgique, Silly a rejoint en 2007 le réseau du Cittaslow, élargissant encore le champ de ses activités. Elle veut dorénavant inscrire sa démarche dans une recherche de qualité de vie globale.

Magdeleine Walger

Contact :

Sabine Storme
Présidente du convivium « Les Saveurs de Silly »
+32 68250537
info@silly.be

Belgique

Houyet, 4500 habitants, dans la province de Namur, en région Wallonne

L'éolienne, rien que pour les enfants

Depuis 2006, 800 enfants de la région d'Houyet en Belgique courent, jouent, piqueniquent autour d'une éolienne qui leur appartient ! Lancée par l'association belge Vents d'Houyet, l'initiative a pour ambition de développer des projets éoliens citoyens dans la région de Houyet-Beauraing. Réunis au sein d'une coopérative éthique poétiquement appelée «Allons en Vent», les enfants, légalement représentés par leurs parents, ont investi 2000 parts de 100 €, soit 200 000 euros dans la construction d'une éolienne. Cadeau d'anniversaire, sensibilisation, élan d'éducation à l'environnement... pour les parents, tous les prétextes sont bons pour offrir à leurs bambins un peu d'espoir. Cet apport a été complété par le soutien financier de la région Wallonne et par un prêt bancaire (600 000 € en tout).

La vente de l'énergie au réseau national a d'abord permis de rembourser le prêt. Elle sert à présent à financer les actions de protection de l'environnement de l'association comme la grande Fête du vent organisée autour de l'éolienne des enfants. C'est l'occasion de rappeler aux visiteurs la nécessité des énergies renouvelables pour la survie de la planète.

Le succès de cette expérience s'est ébruité. Le programme Kids and Wind de l'association s'applique donc à exporter cette initiative, prioritairement en France. L'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) a déjà fait connaître son intérêt auprès de Bernard Delville, le responsable de Vents d'Houyet. Une éolienne française des enfants pourrait bien voir le jour d'ici peu...

Jeanne Beutter

Contact :

Bernard Delville
Administrateur délégué
+32 (0)82 68 96 76
info@vents-houyet.be
www.vents-houyet.be

Danemark

Vejle, 52 500 habitants, au sud de la péninsule du Jutland, chef lieu de la région du Danemark-du-Sud

Accompagner les entrepreneurs immigrés

Vejle, "Passage à gué" en danois. Un nom qui va comme un gant à cette commune danoise qui propose un accompagnement à la création d'entreprises aux personnes immigrées, facilitant ainsi leur intégration dans leur nouveau pays. Avant 2005, les 6000 étrangers de la ville osaient rarement pénétrer dans le bureau d'aide au développement économique de la commune, qui conseille gratuitement les créateurs d'entreprise. Mais l'arrivée à la mairie de Muhsin Turkyilmaz, originaire de Turquie et installé au Danemark depuis 25 ans, change la donne. Devenu au fil des ans spécialiste des questions d'interculturalité et régulièrement sollicité par les services fiscaux de la commune, Muhsin est finalement employé par la mairie en 2005. Irakiens, Sri-Lankais ou encore Bosniaques : en moins de trois ans, une centaine d'immigrés, désireux de lancer leur propre affaire, font appel à Muhsin qui les oriente vers les services spécialisés. « *Les entrepreneurs étrangers n'ont pas les mêmes craintes que leurs homologues danois* », analyse Michael Jul-Norup Pedersen, directeur du service. « *Ils sont plus optimistes !* » Un coaching personnalisé leur est ensuite proposé, notamment grâce à des "mentors", consultants ou entreprises partenaires des services municipaux. Un dispositif qui permet aux étrangers de mieux appréhender le marché local pour s'y adapter, à l'image de cet Irakien, fabricant de chaussures dans son pays et qui n'arrivait pas à trouver une place sur le marché danois. Avec l'aide de Muhsin, il a bénéficié de conseils d'experts et s'est spécialisé dans la chaussure orthopédique. Il est aujourd'hui à la tête d'une entreprise de dix salariés et distribue ses produits sur tout le territoire. Un scénario que la cellule d'accompagnement prend souvent en exemple pour encourager la trentaine d'entreprises créées à développer de l'emploi. Depuis 2005, ce dispositif municipal, soutenu par la mairie à hauteur de 50 000 € et par la région à hauteur de 32 000 €, a permis la création de tout un réseau, rassemblant des étrangers comme des Danois, tous prêts à se mobiliser pour aider les nouveaux créateurs. « *L'occasion de beaucoup apprendre les uns des autres* », selon Michael Jul-Norup Pedersen.

Aurélie Darbouret

Contact :

Michael Jul-Norup Pedersen
Directeur du bureau d'aide au développement économique de Vejle
+45 76 811 900
mijpe@vejle.dk
www.vejle-erhvervsudvikling.dk

Danemark

Kalundborg, port de l'Est du Danemark, 20 000 habitants

Les déchets des uns deviennent les ressources des autres

Au début des années 1970, la ville de Kalundborg et quelques industries se sont associées pour atteindre deux objectifs : optimiser l'utilisation de l'eau et économiser l'énergie. Comment ? En réutilisant les déchets. Prélevée dans le lac de la ville, la même eau est utilisée, à des températures différentes, comme eau de refroidissement, de chauffage ou de rinçage par différentes entreprises via un réseau de pipeline construit par la municipalité. Concernant l'énergie, l'usine Gyproc, fabricant de matériaux de construction, en utilisait beaucoup pour le chauffage du gypse et du plâtre. Elle utilise désormais, grâce à un pipeline, les excès de gaz de la raffinerie pétrolière Statoil. La centrale électrique utilise elle aussi ce gaz, auparavant brûlé sans valorisation par la raffinerie. Ce gaz leur est offert à un prix très avantageux tout en représentant une source de revenus complémentaires pour Statoil. Par ailleurs, les centaines de milliers de tonnes de résidus de levures de l'usine de production d'insuline, Novo Nordisk, sont utilisés comme fertilisants pour les 20 000 hectares de cultures des fermes de la région.

La symbiose industrielle a permis à Kalundborg de réduire la consommation annuelle de pétrole de 3 000 tonnes et d'eau de 1 200 000 m³. Quant aux émissions de gaz à effet de serre, elles ont diminué annuellement de 130 000 tonnes pour le gaz carbonique, de 380 tonnes pour le dioxyde de soufre et de 2 800 tonnes pour l'hydrogène sulfuré. Quant aux quantités de déchets recyclés, il y a 280 000 m³ de biomasse liquide et 97 000 tonnes de biomasse solide. Sur trente ans, les investissements cumulés des participants à la symbiose industrielle sont estimés à 84 M€. Les revenus annuels dégagés par les économies de ressources, les économies sur le coût de traitement des déchets et la vente de ceux-ci sont évalués à 17 M€ soit un retour sur investissement à partir de la sixième année.

Aymeric Duvoisin

Contact :

Jane Hansen
Coordinatrice de la symbiose industrielle de Kalundborg
+45 59 55 60 22
kalundborg@symbiosis.dk
www.symbiosis.dk

Ecosse

L'île d'Eigg, 67 habitants dans l'archipel des Hébrides intérieures

Une île éclairée par ses vents, ses eaux et un soleil rare

N'étant pas reliée au système électrique du continent, l'île d'Eigg, propriété de 67 habitants au large de l'Ecosse, était fournie en énergie par des micro-générateurs individuels fonctionnant au diesel. L'idée de se raccorder au continent a été abandonnée suite à une étude de faisabilité qui avait estimé son coût à hauteur de 5 ou 6 M€. L'autorité locale, constituée des occupants de l'île, a alors envisagé un réseau électrique commun à l'ensemble des habitants et choisi de le fournir uniquement en énergie renouvelable. Cela est possible grâce à trois installations hydro-électriques, quatre éoliennes de quinze mètres de haut et un panneau solaire photovoltaïque. Un réseau haute tension les relie par 6 miles de câbles électriques souterrains.

Depuis le 1^{er} février 2008, les trente-sept foyers de l'île, les six commerçants et les six bâtiments publics sont à présent fournis à 95 % en énergie renouvelable. Les 5 % restants émanent des micro-générateurs individuels. En cas de panne, une quantité d'énergie renouvelable suffisante pour tous les habitants pendant 24 heures est en permanence stockée. Par ailleurs, deux générateurs diesels ont été installés si la panne se prolonge. Mais pour éviter ces interruptions, chaque foyer s'est engagé à ne pas pomper sur le réseau commun plus de 5 kilowatts à la fois (une action équivalente à l'allumage de 50 ampoules de 100 W) et 10 kW pour les commerçants. S'ils viennent à dépasser ce seuil, ils devront payer 25 € pour se reconnecter au réseau.

L'installation a coûté plus de 2 118 827 € soit l'équivalent de 32 000 € par habitant. L'Isle of Eigg Heritage Trust, chargé de la préservation de l'île, a avancé les premiers 57 000 €. Les occupants d'Eigg ont versé 38 000 € et l'autorité locale du Highland 19 000 €. L'Union européenne, le gouvernement écossais et quelques entreprises ont assuré le reste.

Aymeric Duvoisin

Contact :

John Booth
Directeur d'Eigg Electric
+44 16 87 48 24 29
j_m_booth@hotmail.co.uk

Espagne

Un quartier de Barcelone, Ciutat Vella (vieille ville)

Les citoyens utilisant la déchetterie ambulante sont récompensés

Ciutat Vella, quartier historique au sud de Barcelone compte presque 25 000 habitants au km². Pour cet arrondissement, le problème de l'évacuation des déchets est à prendre au sérieux. Avec 860 000 tonnes de résidus par an pour toute la ville de Barcelone, la problématique est simple : comment inciter les habitants à ne plus laisser leurs déchets encombrants sur le trottoir ? La réponse : mettre en place un système de déchetterie ambulante. Le secret de la réussite : une réduction de la taxe sur traitement des déchets.

Comme dans beaucoup de métropoles, les déchetteries de Barcelone sont trop éloignées du centre. Inutile d'espérer que les habitants se déplacent pour y jeter un vieux pneu ou une chaise cassée. Pour mettre fin à cette situation, la ville, via son service BCNeta (Barcelone ville propre), a mis en place en 2001 des déchetteries ambulantes. Neuf camions, aménagés pour trier les déchets, sillonnent la ville en reliant chacun des quatre-vingt-seize « punts verds » (points verts) où on les retrouve à une fréquence régulière. Les habitants du quartier de « Ciutat Vella » savent désormais où et quand ils peuvent déposer leurs déchets encombrants. Le lundi de 8h30 à 14h, Place des Angès et de 16h à 19h30, place du Duc de Medinacelli. Le mardi devant l'Hôpital. Le jeudi matin au marché, et aussi le samedi...

Si le système connaît tant de succès, c'est parce qu'il permet d'obtenir une réduction sur la « taxa metropolitana de tractament de residus », l'équivalent de la TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères) ou de la REOM (redevance d'enlèvement des ordures ménagères). Lors de la première « visite », celui qui se présente se voit remettre une carte de fidélité qui, par la suite, à chaque présentation, lui permet de cumuler des points et de diminuer d'autant le montant de sa taxe. Les citoyens les plus écologiques sont ainsi récompensés de leurs efforts.

Antoine Squiban

Contact :

Maribel Tejada
Relation Presse de la mairie
+34 934 027 380
mitejada@bcn.cat
www.bcn.es/neta

Espagne

Espejo, pueblecito de 3500 habitants dans la province de Cordoue

Mobilisation pour l'équitable dans un village andalou

Espejo est un petit village d'Andalousie, dans la Province de Cordoue, en Espagne. Un «pueblecito», comme ils disent là-bas. Il détient pourtant un joli record : « *C'est le premier village espagnol labellisé commerce équitable* », se réjouit Blanca Sanchez, responsable du programme «Ciudades por el comercio justo» lancé par Ideas, l'association espagnole phare pour le commerce équitable. « *Quand je travaillais à la mairie de Cordoue, j'avais beaucoup entendu parler du commerce équitable* », explique Juan Perez, délégué à la coopération et à la participation citoyenne à la mairie du village. « *A peine arrivé à Espejo, j'ai voulu faire découvrir aux habitants cette autre forme de commerce* ». Depuis janvier 2008, c'est donc la mairie qui, après avoir donné l'exemple en choisissant de consommer café, cacao ou sucre équitables et avoir publié une déclaration institutionnelle en faveur du commerce équitable, organise des ateliers de sensibilisation dans les écoles et collèges du village, introduit des produits du commerce équitable dans les cantines scolaires, propose des «petits déjeuners solidaires» dans les maisons de retraite et met en relation supermarchés et restaurants avec Ideas, distributeur de produits équitables en Andalousie. « *Même les ballons du club de football local proviennent des circuits du commerce équitable* », poursuit Juan Perez. « *Et quand des équipes adverses viennent jouer chez nous, on leur en offre un à chaque fois !* » L'élue précise néanmoins que jamais les produits du commerce équitable ne viennent faire concurrence aux ressources de la région : « *Au contraire, être équitable, c'est également faire la promotion des produits locaux !* » Une précaution nécessaire qui a été aux agriculteurs du coin toute réserve quant à ce nouveau commerce. Seulement 3 000 € auront été nécessaires à la mairie pour mener toutes ces actions : « *Parfois, avec peu d'argent, on peut faire de grandes choses. Tout est question de volonté politique !* »

Amaury Guillem

Contact :

Juan Peréz Artiz

Délégué à la coopération et à la participation citoyenne à la mairie d'Espejo

juanperezortiz@gmail.com

+34 628 13 00 50

www.ayuntamientodeespejo.org

Hongrie

Dans les communautés, les villages et les hameaux de tout le pays

Les gondnok, agents de proximité au service des habitants

Bénéficier de soins et services sociaux élémentaires est un droit, même dans les communautés paysannes les plus reculées de Hongrie. Les autorités locales sont tenues de fournir ces prestations en vertu de la « loi sociale » de 1993. Un défi d'autant plus urgent à relever que d'ici 2050, la population rurale hongroise aura reculé de 11,9 %, avec pour conséquences principales l'isolement dû au manque d'infrastructures et la disparition des services sociaux. Afin de satisfaire à leur obligation, les collectivités locales de chaque région peuvent missionner un "gondnok" ou agent de proximité. L'idée, avancée dans les années 1980, en revient à Bertalan Kemény, président de l'association hongroise des agents de proximité de village et de hameau. Les premiers gondnok prennent du service en 1990.

Des associations assurent la formation de ces agents de proximité. Ils doivent être titulaires d'un permis de conduire, d'un certificat d'école primaire et d'une formation en intéendance. Dans les faits, un sur cinq dispose d'une formation agricole et 6 % ont déjà travaillé dans le secteur social. La majorité d'entre eux résident dans la communauté qu'ils desservent et sont considérés par les habitants comme des référents de confiance. Les missions des gondnok sont définies par l'autorité locale. Entre autres services, ils peuvent conduire les enfants à l'école de la ville voisine, apporter médicaments et repas chauds aux personnes âgées ou malades, accompagner les familles, les demandeurs d'emploi ou les sans-abri dans leurs démarches administratives ou pour l'accès aux prestations sociales, etc.

La communauté locale qui souhaite faire appel aux services d'un gondnok pour les habitants doit faire l'acquisition d'un minibus de huit places et avancer 70 % des dépenses liées à cet emploi. Cette avance est ensuite remboursée par l'Etat. Le gouvernement local contribue quant à lui aux frais à hauteur de 20 %. En 2003, 707 agents étaient recensés au service de 828 communautés, 215 dans des hameaux, 613 dans des villages. Depuis, le système s'est pérennisé et a pris de l'ampleur. En 2008, on compte environ 1000 gondnok à travers tout le pays.

Lisa Azorin

Contact :

Birgit Rasehorn

Experte à l'Inbas (Institut de services pluridisciplinaires en matière de formation professionnelle, marché de l'emploi et politique sociale)

+ 32 2 512 75 70

www.inbas.com

Irlande

Dix villages du comté du Tipperary, province du Munster

Concours de propreté dans les villages ruraux

Depuis quarante ans, les villes d'Irlande organisent des concours de «propreté urbaine», afin de soutenir les initiatives de groupes d'habitants désireux de rendre leur quartier plus propre et plus attractif. Une initiative qui s'arrêta aux frontières des agglomérations et n'avait jamais été mise en place en zone rurale. C'est chose faite depuis 2000, à l'initiative de l'antenne du programme européen Leader + dans le comté du Tipperary (33 hab/km²). Une compétition est donc organisée chaque année dans plusieurs villages pour récompenser la meilleure action de valorisation de l'espace rural. *«On annonce d'abord le lancement du concours via les médias»*, explique John Devane, directeur du groupe d'action locale (Gal) Leader + Tipperary. *«Puis, les groupes candidats, constitués de citoyens organisés en groupes, remplissent un formulaire, payent une participation de 10 € et participent à une soirée où ils expliquent leur projet à un jury»* (composé d'experts divers comme des diplômés de microbiologie). *«Le Jury choisit les projets les plus significatifs et remet un financement aidant les gagnants à les mener à terme.»* Au total, chaque année, 11 000 € sont attribués au financement de vingt à vingt-cinq micro-projets répartis dans des catégories diverses : aspects de la route, haies et bas-côtés, arbres, infrastructures, déchets, etc. Certains villages participants décident d'assurer 100 % du financement et d'autres sont aidés par une subvention du programme européen Leader +.

Chaque année, la compétition mobilise une dizaine de villages. Chaque groupe de citoyens propose une action à mener sur une distance d'un miles (près de 2,6 km²). *« Nous savons donc précisément qu'entre 2000 et 2006, 336 km² ont été nettoyés, entretenus, valorisés par les groupes participants. Et les villages participants nous confirment l'impact très positif de cette compétition, notamment sur le tourisme et l'économie locale ! »* Depuis son lancement, ce dispositif a été dupliqué dans huit autres comtés d'Irlande et a même intéressé un comté anglais. *« Je serais très heureux d'aider toutes les collectivités disposées à lancer ce concours sur leur territoire ! »* conclut John Devane.

Amaury Guillem

Contact :

John Devane
Directeur du groupe d'action locale (Gal) Leader + Tipperary
+ 353 62 33 360
tlg@iol.ie
www.iol.ie

Italie

Savigno, 2640 habitants et la communauté de montagne de la vallée du Samoggia, dans la province de Bologne, région d'Emilie Romagne

Au « marché des bonnes choses »

A Savigno, petit bourg rural de la vallée du Samoggia (qui fédère six villages à proximité de Bologne et près de 40 000 habitants), depuis sept ans, un marché se tient sur la place chaque deuxième dimanche du mois. A cette occasion, les producteurs agricoles des Apennins bolognais se donnent rendez-vous pour vendre leurs produits et inviter les habitants de la vallée, les Amap (Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) et les détaillants des territoires avoisinants à se servir directement auprès d'eux. L'initiative est née en 2002, à l'occasion de l'année internationale de la montagne. Face à la disparition croissante de petits producteurs incapables de concurrencer l'agriculture intensive, la communauté de montagne¹⁾ et le département de Bologne ont misé sur la création de filières courtes pour relancer le secteur. Première étape : promouvoir les produits locaux auprès du plus grand nombre de consommateurs. Au départ donc, la communauté de montagne a sélectionné vingt producteurs locaux en difficulté. Les fonds pour la réalisation du projet sont venus entièrement du département de Bologne, qui a investi 45 000 € pour l'achat des kiosques du marché. Des financements européens ont ensuite permis de financer la deuxième étape du projet, la conversion au biologique des producteurs du marché, l'agriculture biologique n'étant alors que peu pratiquée sur le territoire. Un programme d'accompagnement confié au Centro agricoltura ambiente (Centre de l'agriculture et de l'environnement) de Crevalcore a ainsi permis à la moitié des cinquante-deux producteurs qui font aujourd'hui partie du marché de se former à la pratique de l'agriculture biologique et d'obtenir le label « Mercato delle cose buone ».

Jugées trop coûteuses, les communautés de montagne italiennes pourraient être dissoutes en 2009. De ce fait, le « marché des bonnes choses » risquerait de disparaître faute de régie organisationnelle. Pour faire face à cette éventualité, une association rassemblant tous les producteurs est en train de se constituer pour prendre le relai de la communauté.

1) La *comunità montana* (communauté de montagne) est une entité de droit public italien créée par la loi du 3 décembre 1971. Chacune d'elle est instituée par la Région à laquelle elle appartient et regroupe des communes situées en zone de montagne et de prémontagne. Sa finalité est de valoriser les zones de montagne en exerçant des fonctions propres ou par l'exercice en commun d'attributions normalement dévolues aux communes. Elle peut, pour certains aspects, s'apparenter aux communautés de communes du droit français.

Andrea Paracchini

Contacts :

Alessandro Fiori, Responsable du projet
+39 051 67 10 420
info@mercatocosebuone.it
www.mercatocosebuone.it

Italie

Quarante-huit communes du bassin hydrographique de Vallecamonica dans la province de Brescia, en Lombardie.

L'informatisation au service de l'emploi social proposée aux collectivités

Pour les petits villages de montagne, disposant de peu de moyens financiers et de compétences techniques, offrir aux citoyens des services informatiques de qualité peut se révéler compliqué. C'est pourquoi, dans le nord de l'Italie, la société CSC Società Cooperativa Sociale propose aux collectivités d'une vallée différents produits informatiques accessibles aux communes les moins favorisées : communication publique, e-gouv (paiement des impôts par Internet, téléchargement de documents administratifs, etc.), logiciels personnalisés, centrales d'appel, bases des données, etc. Et si la coopérative permet une modernisation rapide et structurée des collectivités, elle favorise en outre l'accès à l'emploi pour les personnes qui en sont éloignées depuis longtemps. Sur vingt-huit employés, pour la plupart des femmes, onze ont en effet été embauchés en contrat à durée indéterminée (CDI), suite à une période appelée «projet d'insertion», d'une durée maximale de trois ans au cours de laquelle le futur employé définit son projet professionnel avec l'aide de la cellule pour l'insertion de la régie médicale de la Vallecamonica-Sebino et la mairie de la commune où il réside. Une période qui permet de vérifier que les postes de travail créés sont durables et adaptés à l'épanouissement professionnel du candidat. Grâce à son statut de coopérative à vocation sociale, les collectivités ont la possibilité de s'adresser directement à CSC (via une entité qui rassemble toutes les coopératives à vocation sociale, Sol.Co. Camunia), sans passer par un appel d'offres (pour des marchés inférieurs à 250 000 €). Un rapport privilégié qui a poussé les quarante-huit communes du bassin hydrographique de montagne (Bim) de la Vallecamonica à signer avec CSC un contrat de 200 000 € en 2008, soit environ 4000 € par commune. « *Un investissement possible même pour les plus petits villages, explique Guido Mensi, directeur de CSC, d'autant plus qu'on assure des retombées en terme d'insertion de personnes en situation de précarité* ».

Grâce aux nombreuses demandes des collectivités – la première, Vallecamonica on line (Voli), réalisée en 1998 avec l'appui de l'école polytechnique de Milan et le financement de la fondation Cariplo (dépendante de la Caisse d'épargne des départements de Lombardie) – le chiffre d'affaires de CSC est de 1 M€ en 2008. Sa dernière réalisation : le nouveau service de réservation téléphonique pour le système de santé publique de Vallecamonica-Sebino.

Andrea Paracchini

Contact :

Guido Mensi, Directeur CSC Società Cooperativa Sociale
gmensi@coopcsc.it
+33 0364 43 64 06
www.coopcsc.it

Italie

Région de Vénétie

Des Menus kilomètre zéro dans les cantines publiques

Dans la région de Vénétie, dans le Nord-Est de l'Italie, l'antenne locale de la Confédération des agriculteurs Coldiretti dépose fin 2006 un projet de loi, soutenu par 25 000 signatures, visant à introduire des quotas de produits locaux dans les menus des cantines et des restaurants de la région. En juillet 2008, les dernières résistances politiques tombent et la loi est votée : Désormais dans les cantines gérées par l'administration publique, 50 % des produits servis devront être d'origine locale. La région octroie également 20 % des places de marchés aux producteurs locaux qui souhaitent vendre fruits et légumes directement au public.

Pour aller plus loin, la Vénétie relance le label "Menu Km 0" créé début 2007 par Coldiretti lors de la présentation du projet de loi, à l'initiative de certains restaurateurs. Le label certifie les établissements se fournissant auprès de producteurs locaux. L'objectif affiché est à la fois de dynamiser l'économie locale et de réduire les coûts liés aux transports de marchandises, responsables d'un tiers des dépenses du secteur agroalimentaire italien.

Les candidats au label doivent proposer soit des menus exclusivement composés de produits locaux et de saison, soit des «plats Km 0» introduits dans des menus classiques. Au final, au moins 30 % des produits doivent provenir du territoire régional. Les restaurateurs font également figurer sur leur carte, en face des plats et des vins, la distance parcourue par les produits.

Entre février 2007 et l'été 2008, une vingtaine d'établissements ont obtenu le label Menu Km 0. Parmi eux, plusieurs bars et restaurants, ainsi qu'un kiosque à glaces. La loi récemment votée devrait accélérer la création de filières courtes dans le secteur de la restauration en Vénétie. Pourtant, en introduisant des quotas protectionnistes de la production locale, la loi pourrait contredire le droit communautaire européen. Pour qu'elle puisse se déployer pleinement, il faudra donc attendre l'avis favorable de la Commission de Bruxelles.

Andrea Paracchini

Contact :

Sandra Chiarato
Responsable projet Coldiretti
+39 4 15 45 52 50
sandra.chiarato@coldiretti.it
www.coldiretti.it/veneto

Italie

Bourg de Castelbuono, 9 000 habitants en Sicile

Collecte des déchets à dos d'âne

Depuis février 2007, les ânes parcourent les ruelles du bourg de Castelbuono dans le parc de Madonie, près de Palerme. Jadis « instruments de travail » dans la campagne, ils ont aujourd'hui changé de statut : éboueurs officiels pour le compte de la mairie. C'est le maire Mario Cicero qui a lancé l'idée : mener la collecte des déchets au porte-à-porte en remplaçant les véhicules par des animaux. Le choix est tout d'abord économique : une camionnette équipée coûte aux caisses communales environ 30 000 € avec des frais de maintenance annuels atteignant 8 000 € pour une durée de vie très courte. Les ânes, en revanche, coûtent 1 500 € par tête et ne requièrent que 2 000 € annuels de soins (alimentation, écurie, équipement et frais vétérinaires). Ils proviennent tous de la zone de Raguse, où la région de Sicile a favorisé le repeuplement de cet animal. Les six ânes, âgés de trois à cinq ans, peuvent assurer le travail de quatre camionnettes. Des économies évidentes mais aussi une méthode de collecte plus propre et moins polluante. Le bourg de Castelbuono affiche un taux record de collecte sélective : presque 30 % en 2008 contre une moyenne régionale d'à peu près 12 %. Le travail des ânes, guidés par les opérateurs de la société Ecologia e Ambiente s.p.a, a été strictement encadré pour prévenir toutes critiques des associations de tutelle des animaux : ils ne travaillent pas plus de cinq heures consécutives, avec une charge qui n'excède pas les 100 kg repartis sur deux bidons (l'un pour les déchets biodégradables, l'autre pour le reste). « *Les ânes se reposent dans un parc de 3 000 m². Ils sont quotidiennement soignés, brossés, sont bien nourris et ont le poil luisant, signe de bonne santé* », explique le maire. L'initiative a déjà franchi les frontières de la région. Au début de l'été 2007, la ville de Riace (Calabria) a démarré son propre service de collecte avec deux ânes confiés aux opérateurs d'une coopérative sociale.

Andrea Paracchini

Contact :

Mario Cicero
Maire de Castelbuono
+39 0921 67 10 13
sindaco@comune.castelbuono.pa.it
www.comune.castelbuono.pa.it
Ecologia e Ambiente s.p.a
www.atopa5.it

Italie

Neuf communes de la zone de Trasimeno, dans la province de Pérouse, en Ombrie

Carte à points pour tri malin

En Italie, en 2006, près de 26 % de la production totale de déchets ménagers ont été triés et recyclés. Cette donnée cache pourtant un écart important entre le Nord (qui atteint désormais 40 %), le Centre (20%) et le Sud (10 %). Ce retard peut s'expliquer par les caractéristiques du milieu rural (faible densité urbaine, manque d'infrastructures, maigres budgets des collectivités locales) prédominant au centre et au sud du pays. Pour pallier ces contraintes, le département de Pérouse (Centre) a lancé en 1997 le projet Suwmira (Sustainable waste management in rural areas, Gestion durable des déchets en milieu rural) dans le cadre du Programme Life Ambiente de la Communauté européenne. L'objectif était d'inciter au tri des déchets et à leur collecte sélective sans entraîner des coûts supplémentaires pour les collectivités. Ainsi, dès 1998, la société d'économie mixte chargée de la collecte et du traitement des déchets de neuf villes de la zone de Trasimeno (Trasimeno Servizi Ambientali, TSA) a créé un réseau de «riciclerie» (ou îles écologiques) : quatorze points de collecte situés dans des zones commerciales très fréquentées et aisément accessibles. Par le biais d'une carte magnétique (appelée « riscard ») et d'un terminal informatique, les usagers peuvent enregistrer les quantités de déchets déposés et leur typologie. A chaque matériel correspond un coefficient en fonction de la dangerosité et de la valeur de réutilisation. Ainsi le poids d'un canapé est divisé par deux alors que celui des matériaux plastiques ou des batteries est multiplié par trois. Chaque citoyen résident dans la commune peut ensuite bénéficier d'une remise sur son impôt local sur les déchets ménagers. Elle est appliquée par les neuf communes selon différents barèmes mais, en général, moins de 100 kg/an ne donnent pas droit à des déductions mais à des crédits pour l'année suivante. La déduction maximale est atteinte à 500 kg de déchets collectés. Le manque à gagner pour les trésoreries des communes, généré par les déductions, est compensé par les économies réalisées dans la collecte et le traitement des déchets. Conçu pour atteindre un objectif de 15 % de tri des déchets, le dispositif traite en 2008 35 % des déchets (les équipements ont été adaptés au fil des années pour accueillir toutes sortes de déchets). Pour l'avenir, la TSA développe un nouveau dispositif de collecte au porte-à-porte pour trier davantage et atteindre l'objectif de 65 % de collecte, imposé par les directives européennes 2002/95 et 2002/96.

Andrea Paracchini

Contact :

Luciano Sisan, j
Directeur Trasimeno Servizi Ambientali (Tsa) S.p.a.
tsa@tsaweb.it
+39 075 84 77 21
www.tsaweb.eu

Luxembourg

Beckerich, 2 300 habitants

Vers l'indépendance énergétique

Beckerich est l'une des 116 communes luxembourgeoises du canton de Redange. D'une surface de 2 841 hectares, elle compte 700 ménages. En 1990, Camille Gira, bourgmestre et militant écologiste, rédige un « plan vert ». Son ambition est de « *diminuer au maximum la consommation d'électricité, de chaleur et de valoriser les ressources en présence.* » Cinq ans plus tard, Beckerich rejoint « l'Alliance du Climat » (qui relie des villes européennes et des peuples indigènes des forêts vierges) et s'engage à réduire de 50 % ses émissions de CO2 pour 2010.

Le programme écologique, exclusivement piloté par la commune, a nécessité des campagnes de sensibilisation : « *Parler d'écologie et de changement climatique dans une commune rurale classique n'a pas été évident, peu de personnes y croyaient* », souligne Camille Gira. Coût global de l'opération : 10 M€ dont deux tiers financés par la commune et un tiers financés par l'Etat luxembourgeois. « *Ce pic d'investissement sera rentable d'ici trente ans, mais nous innovons pour les générations futures* », précise le bourgmestre. Parmi les projets concrétisés, figurent l'installation en 2004, de panneaux photovoltaïques. Les toits des bâtiments communaux ont été mis gratuitement à la disposition des citoyens. Ainsi, 10 % des ménages, tous volontaires, ont pu investir dans l'énergie solaire. En trois ans, la consommation d'énergie des habitants a baissé de 4 %. De plus, un système de télégestion de l'éclairage public permet de réduire de 25% la luminosité à 20h, puis de 50 % à 22h. Entre 2002 et 2004, ce dispositif a entraîné une réduction de 36 % de la consommation globale d'électricité.

Beckerich est aujourd'hui autonome en électricité à 90 % et vise l'indépendance énergétique d'ici 2025. L'installation d'un chauffage collectif aux copeaux de bois est en cours et devrait fonctionner en octobre 2008. La commune dispose de 300 ha de forêts. Un projet de remembrement forestier est prévu pour augmenter la productivité des bois et alimenter ainsi la chaudière.

Agathe Seydoux

Contact :

Camille Gira
Bourgmestre et membre de la Chambre des députés
cgira@chd.lu
www.beckerich.lu.

Pays-Bas

Terneuzen, 55 000 habitants, ville portuaire de la province de Zélande, Flandre zélandaise

De l'eau de ville pour l'industrie

Aux Pays-Bas, la collecte des eaux usées est à la charge des municipalités et 98 % des eaux rejetées par les ménages sont retraitées. Ainsi, jusqu'en février 2007, la ville de Terneuzen, traitait ces eaux avant de les rejeter dans le fleuve Scheldt. Le fabricant de plastique et produits chimiques Dow Chemicals est quant à lui un grand consommateur d'eau. Ses besoins s'élèvent à 60 000 m³ par jour pour alimenter ses vingt-huit usines dont la production correspond à la demande en plastique et produits chimiques de 60 millions d'Européens. Depuis février 2007, la ville et l'industriel se sont associés en vue d'optimiser les ressources en eau. En récupérant les eaux retraitées par la municipalité, Dow Chemicals réduit sa dépendance à l'importation d'eau de mer, dont la désalinisation nécessite 65 % d'énergie supplémentaire et l'utilisation de produits chimiques de nettoyage en quantité.

Dorénavant, les eaux usées de Terneuzen sont traitées par le Zeeuws-Vlaanderen water board, société locale d'épuration. Au lieu d'être reversées dans le fleuve, elles sont ensuite déminéralisées par la compagnie Evides, qui approvisionne les industriels en eau. Elles sont finalement délivrées à Dow Chemicals, qui les utilise dans ses usines de production, sans en avoir changé les équipements.

A ce jour, sur les 60 000 m³ d'eau utilisés quotidiennement par Dow Chemicals, 7 500 proviennent de Terneuzen. En totalité, 30 000 m³ sont de source renouvelable (eau de pluie ou traitée). L'industriel réalise ainsi une économie annuelle de 3 M€. Quant au coût supplémentaire pour la municipalité, il est nul.

Lisa Azorin

Contact :

Matthijs van Meerveld
Responsable des affaires publiques pour Dow Terneuzen
mvanmeerveld@dow.com

Pays-Bas

Groningen, 170 000 habitants dans la province de Groningue
et Leeuwarden, 82 000 habitants dans la province de Frise

Des formations pour aider les femmes à créer des entreprises à domicile

Concilier vie professionnelle et vie familiale peut se révéler très difficile pour les femmes en situation de précarité ou les mères célibataires. Aux Pays-Bas, une solution originale a été trouvée : aider les femmes à créer des entreprises à domicile, afin de réduire le coût de la création de l'entreprise et de lancer leur propre activité sans avoir besoin de recourir aux crédits des banques. Une solution qui, certes, ne favorise pas forcément une réelle réinsertion sociale immédiate, mais qui, pour un temps, permet aux femmes de reprendre une activité professionnelle. Une idée qui, en outre, s'accommode bien des habitudes du pays, puisque 74,7 % des femmes hollandaises actives travaillent à mi-temps, contre 30 % en France.

« *Le projet Matriamarkt a commencé en 2005, grâce à un financement du Fonds social européen* », explique Carla Tinschert, directrice du centre multiculturel pour femmes Jasmijn. Le programme repose sur une formation gratuite de sept mois, avec, au programme : cours de finance, découverte du monde de l'entreprise, élaboration du business plan, etc .

Les bons résultats de la première année expérimentale ont convaincu la ville et la province de Groningen d'assurer la pérennité du programme, financièrement d'abord, avec des subventions à hauteur de 70 000 € par an. « *Les autorités locales ne se contentent pas de financer le programme. Elles nous aident notamment à identifier des femmes qui pourraient suivre la formation et elles nous assistent activement dans toutes nos démarches administratives !* » Une implication qui porte des fruits puisque Leeuwarden vient de dupliquer le projet : la ville assure elle-même tous les financements et des employés payés par la ville se chargent de mettre en place le programme. Et les résultats sont là : depuis 2005, vingt-et-une femmes ont suivi la formation et douze d'entre elles ont déjà lancé leur activité : un salon de beauté, une entreprise de nettoyage, de jardinage, de garde d'enfants, de conception de bijoux, de massage, d'architecture d'intérieur ou de pédicure, un site Internet de vente de livres pour enfants, etc. D'autres activités sont en cours de création. La ville de Drenthe va bientôt s'engager dans la même voie : « *Bien entendu, il n'y a rien à payer pour avoir le droit de reproduire notre initiative* », précise Carla Tinschert. « *Au contraire, nous sommes fiers de voir que d'autres villes la reprennent chez elles !* »

Amaury Guillem

Contact :

Carla Tinschert, Directrice du centre multiculturel pour femmes Jasmijn
c.tinschert@jasmijn.info
+31 645 81 53 57
www.matriamarkt.nl

Pays-Bas

Un quartier de Culemborg dans la province de Gueldre

Un quartier tout écologique

L'écoquartier n'est pas une utopie. La preuve avec Eva-Lanxmeer, bâti en moins de quinze ans sur l'idée d'une femme, Marleen Kaptein. En 1995, cette universitaire spécialisée dans l'architecture écologique établit un partenariat avec la commune de Culemborg, 27 000 habitants, près d'Utrecht. La municipalité lui cède un terrain plutôt atypique : 30 ha situés au-dessus d'une nappe phréatique servant de captage d'eau. A la tête d'Eva, centre écologique pour l'éducation, l'information et le conseil, Marleen Kaptein mène alors une réflexion collective avec la municipalité, des associations d'habitants, des architectes et autres consultants pour concevoir l'écoquartier. *« J'ai voulu impliquer au maximum les futurs habitants, les motiver pour qu'ils prennent conscience de leurs responsabilités et qu'ils sentent leur quartier »*, souligne Marleen Kaptein. Les citoyens ont effectivement apporté leur contribution à chaque étape du projet, participant à la planification et aux dessins des constructions.

250 logements ont été bâtis (30 % dans le secteur social), ainsi que des bureaux sur les emplacements mis en vente par la ville. Le bois de construction utilisé provient de forêts gérées durablement et certifiées comme telles. Le concept énergétique est fondé sur l'énergie solaire passive, sur la qualité de l'isolation et sur l'électricité photovoltaïque. Les espaces verts sont abondants, la place dévolue à l'automobile limitée. A signaler également, une ferme de permaculture (pratiques de culture durable) et bientôt un centre culturel et hôtelier écologique. Mais la véritable innovation se trouve dans la gestion de l'eau, compte tenu de l'emplacement du quartier. Pour conserver l'eau sur le site et éviter qu'elle ne termine dans les égouts publics, les eaux de pluie sont collectées sur les toits puis canalisées vers des réservoirs. Elles servent ensuite à réalimenter la nappe phréatique. Quant aux eaux usées, elles sont captées et dirigées vers des serres afin d'être purifiées grâce à des roseaux.

La ville de Culemborg a participé à hauteur de 25 millions d'euros à un projet estimé à plus de 60 millions d'euros. La province de Gueldre ainsi que le ministère néerlandais du Logement ont également soutenu financièrement la construction d'Eva-Lanxmeer. Le quartier compte à présent 800 personnes. Largement responsabilisés par le projet, les habitants œuvrent désormais à la maintenance des espaces verts et du système de gestion de l'eau.

Alexandre Barbe

Contact :

Marleen Kaptein
Fondatrice et coordinatrice du projet Eva-Lanxmeer
info@evacentrum.com

Pologne

Jordanow, 5 000 habitants près de la frontière slovaque

Des bâtiments publics éco-éclairés

En 2000, la Commission européenne lance le programme PICOLight (Public internal performance commitment - Contrat de performance interne dans le secteur public). Le principe est inspiré d'une expérience développée en Allemagne au cours des années 90 : réduire la consommation énergétique pour faire des économies, elles-mêmes réinvesties dans des mesures d'efficacité énergétique. Parmi les douze sites qui ont participé à l'expérimentation, le petit village polonais de Jordanow.

Une étude scientifique menée en 2002-2003 par la faculté des carburants et des énergies de l'Akademia Górniczo-Hutnicza (AGH, partenaire polonais du programme Pico) révèle que l'éclairage de l'hôtel de ville de Jordanow représente 50 % de la facture d'électricité de la municipalité. De même, l'éclairage vétuste de l'école maternelle communale génère des pertes allant de 1 000 à 2 000 kWh par an. C'est pourquoi, dans les deux bâtiments, des travaux menés à partir de 2004 ont notamment consisté à remplacer des ampoules à incandescence par des ampoules fluorescentes à basse consommation, placées selon des nouveaux schémas d'éclairage plus efficaces. Ainsi, dans l'école maternelle, le système d'éclairage (quinze ampoules à incandescence dans chaque pièce) ne suffisait pas pour assurer la quantité de lumière requise par la loi aux 130 enfants accueillis chaque jour. Les nouvelles installations ont permis de doubler le niveau d'éclairage avec moins de dépenses. Quant à la mairie, le remplacement des lustres en verre pâle a permis de quadrupler l'intensité d'éclairage, permettant une économie de 7 600 kW chaque année.

Des mesures d'efficacité énergétique qui ont coûté à la mairie de Jordanow 10 500 €... mais qui ont permis de réaliser environ 3 900 € d'économies par an et de diminuer les émissions de CO₂ d'environ 10 000 kg par année.

Andrea Paracchini

Contact :

Kazimierz Hajda
Maire de Jordanow
+48 18 26 75 51 612
inwestycjkw@jordanow.pl

Portugal

Serpa, une municipalité de 17 000 habitants composée de sept localités, dans la région de l'Alentejo

Associer culture, saveurs et tourisme équitablement

La ville de Serpa se situe dans la région de l'Alentejo, au Sud Est du pays, près de la frontière espagnole. Connue pour la beauté de son vieux centre historique marqué par la présence romaine et maure, la ville et sa province le sont aussi pour leurs denrées typiques : le fromage de brebis « Serpa », l'huile d'olive ou encore la charcuterie, le vin et le miel. Pour valoriser son potentiel touristique, mais aussi conserver le dynamisme de sa culture et des ses productions locales, la municipalité de Serpa (qui administre 17 000 personnes en tout, réparties dans sept localités) soutient un vaste programme d'appui aux producteurs et aux artistes de tout le comté. Membre du réseau européen des « Villes reliées par le fromage », elle assure par exemple chaque année depuis 2000, l'organisation de la « foire du fromage » qui accueille entre 10 000 et 15 000 visiteurs et permet à une centaine de producteurs de Serpa, mais aussi du Portugal et d'autres pays d'Europe de venir présenter et vendre leurs produits. La municipalité promeut également d'autres foires locales dont les produits phares sont le vin et l'huile d'olive. Elle a aussi financé à deux reprises, en 2006 et 2008, les producteurs de Serpa pour qu'ils se rendent au Salon du goût de Turin en Italie [organisé par le mouvement Slow Food] afin d'y représenter les saveurs de leur terroir.

Par ailleurs, la commune adhère en 2004 à la charte du réseau du « Village Terraneo » qui promeut des projets de développement touristique durable dans le pourtour méditerranéen. Avec leur appui technique et financier, les élus ont mis en place en 2005 un plan de sauvegarde du patrimoine historique qui vise notamment à redynamiser la vie du vieux centre. Le programme phare qui en découle est le festival des « rencontres culturelles » qui invite les artistes de la ville et ceux de municipalités étrangères (africaines ou d'Amérique Centrale et du Sud) à se produire dans les quartiers du vieux Serpa. Un « marché culturel », où sont vendus les produits de la région et des concerts de chants polyphoniques, les cantu alentejano (chœurs masculins composés de trente à quarante personnes) sont les attractions majeures de ce festival qui a lieu tous les ans au mois de juin pendant deux semaines.

La municipalité de Serpa est aujourd'hui seule responsable de l'organisation de tous ces événements (foires, soutien aux producteurs et programmes culturels). Elle y consacre un budget annuel d'environ 300 000 €.

Magdeleine Walger

Contact :

Lídia Saragaco
Bureau d'Information et Relations Publiques, Chambre municipale de Serpa,
+351 289 540 114
www.cm-serpa.pt/Default.aspx

Roumanie

Sinca Noua, 1 800 habitants dans les Carpates

Une agriculture éco-certifiée et sans OGM

Opposé à la collectivisation sous le règne de Ceaucescu, le village de Sinca Noua perd son statut juridique et son centre administratif en 1968. Après la chute de la dictature communiste en 1989, ses habitants se fixent une priorité : la reconquête du statut de commune. Ils l'obtiennent du parlement roumain en 2002 après douze ans de lutte.

En 2004, le maire, Dumitru Flucus, décide de transformer Sinca Noua en un éco-village, pratiquant l'agriculture biologique et l'écotourisme. Il engage une stratégie fondée sur un partenariat avec Wulkow, un village écologique allemand de 240 habitants. En contrepartie de ce jumelage, Wulkow exige de Sinca Noua un plan de développement durable sur vingt ans. Dumitru Flucus, accompagné de plusieurs villageois, se rend à deux reprises, en 2006 puis en 2007, dans la petite ville allemande pour s'imprégner des efforts entrepris par les paysans en matière d'agriculture biologique et d'utilisation des énergies renouvelables (valorisation de la biomasse).

Depuis, Sinca Noua⁽¹⁾ se revendique « région sans OGM » et les démarches d'éco-certification se multiplient. « *Nous n'avons reçu aucune subvention et la municipalité n'a rien investi. Le plus difficile a donc été de convaincre les agriculteurs de verser 130 € par an dans un processus nouveau en faveur de l'environnement et source de revenus* », explique Dumitru Flucus. Au printemps 2008, cent fermes ont été certifiées agriculture biologique par la société de contrôle et d'éco-certification roumaine EcoInspect.

Un centre d'enseignement environnemental pour former les futurs agriculteurs est en projet. Entièrement financé par la Fondation allemande de l'environnement, il pourrait être inauguré à la fin de l'année 2009 et formera un vaste ensemble avec une autre entité déjà en chantier, le Centre de transformation et de conditionnement des produits animaux. Celui-ci permettra de créer une cinquantaine d'emplois et de transformer le lait et la viande issus de l'agriculture écologique de Sinca Noua.

(1) Peuplée de 1 800 habitants, le territoire de Sinca Noua s'étend sur 8 695 hectares, dont 4 800 de forêts, 3 700 de terres agricoles et 195 de zone urbaine. Les 250 micros-fermes élèvent essentiellement des vaches laitières et des ovins. Leur production maraîchère comprend principalement du maïs, des pommes de terre et des haricots. Une centaine d'entre elles sont déjà certifiées bio. Dans le cadre de la refonte de la politique agricole en Roumanie, 4,7 millions de Roumains sont devenus propriétaires de fermes. Ils sont près de 7 000 à avoir entrepris une reconversion en agriculture biologique.

Agathe Seydoux

Contact :

Dumitru Flucus
Maire de Sinca Noua
+ 40 740 05 11 05 / + 40 268 22 86 98
primariasincanoua@yahoo.com

Roumanie

Sacalz, 6 200 habitants, près de Timisoara

Une pâtisserie, pour l'insertion des handicapés

En Roumanie, les habitants de Sacalz viennent acheter leurs gâteaux dans une pâtisserie peu ordinaire, puisque tous les employés sont porteurs d'un handicap mental. En 2004, en effet, la mairie du village a décidé de collaborer avec l'association Pentru Voi, qui, depuis 2000, ouvre des maisons afin d'y accueillir les personnes handicapées mentales venant d'instituts spécialisés ou de familles défavorisées. Désireuses de diversifier leurs activités et de favoriser l'insertion professionnelle de ses hôtes, l'association a décidé d'ouvrir une pâtisserie.

Avec le soutien de la mairie, la pâtisserie a allumé son premier four en mai 2004. Quatre ans plus tard, elle emploie six salariés, qui confectionnent chaque semaine 3 000 gâteaux salés et sucrés. Les entreprises locales sont les principaux clients de la pâtisserie. Une démarche avantageuse pour elles, puisque leur personnel doit être composé d'au moins 4 % de personnes handicapées ou qu'elles peuvent acheter des produits ou des services à des entreprises employant des personnes handicapées pour une valeur correspondant aux salaires qu'ils auraient dû leur verser. Une des entreprises clientes achète ainsi des gâteaux pour ensuite les donner à une maison de retraite où sont accueillies les personnes âgées démunies. Enfin, les écoliers aussi se régalaient grâce à la pâtisserie "Chez Pentru Voi" : la mairie du village a en effet facilité l'ouverture d'un kiosque à l'intérieur de l'école communale de Sacalz.

Si les clients sont fidèles, ils sont encore trop peu nombreux. Pour attirer une clientèle plus large, la pâtisserie a diversifié sa production en achetant un nouveau four en 2008. Celui-ci a été financé par la mairie de Timisoara, ville voisine, qui accorde d'importantes subventions à Pentru Voi.

Andrea Paracchini

Contact :

Anca Pol
Responsable du projet pour la fondation Pentru Voi
+40 2 56 22 80 62
anca.pol@pentruvoi.ro

Roumanie / Belgique

Six communes flamandes et roumaines

Quand la jeunesse revit

Dans les campagnes roumaines, les activités sociales locales pour les jeunes ont presque toutes disparu car, après 1989, tout « mouvement de jeunesse » était apparemment de l'enrôlement politique. Afin de combler ce vide et favoriser l'émergence de structures éducatives et récréatives adéquates, un programme de coopération est lancé fin 1999 par six communes flamandes et roumaines, en partenariat avec l'association belge Somepro et la Région flamande. L'objectif : encourager des jeunes roumains à monter leur propre groupe de jeunesse local en s'appuyant sur les échanges et la coopération avec des associations et groupes de jeunes flamands.

Dès 2000, des volontaires flamands se rendent dans les communes roumaines partenaires où ils forment bénévolement des jeunes à l'animation et à la gestion d'activités pour enfants et adolescents. Le but est de les rendre capables d'organiser eux-mêmes, avec le peu de moyens dont ils disposent et sur une base quotidienne, des temps de divertissement et d'apprentissage par le jeu dans leur commune, village ou ville. Au programme : séances groupées de travaux manuels, ateliers d'éducation à la citoyenneté européenne, mais aussi ballades et jeux d'extérieur.

En 2003, la Région flamande cofinance le programme à hauteur de 100 000 euros sur trois ans. Cet apport permet d'accroître le nombre de formations à travers la Roumanie et de créer l'association AGLT (Association des Groupes de Jeunesse Locaux), composée des volontaires de différents mouvements locaux, qui prend en charge la gestion globale des activités de formation des futurs animateurs (enseignement des méthodes d'encadrement des jeunes, choix des activités et des lieux où les mettre en place).

En 2007, on compte une cinquantaine de groupes AGLT dans toute la Roumanie, dont vingt sont liés spécifiquement à un conseil de jeunes ou groupe de jeunesse d'une localité flamande. Tous proposent des activités récréatives et éducatives aux enfants et jeunes âgés de 6 à 16 ans.

Le projet AGLT fonctionne de manière autonome sur le plan financier depuis 2006 : les communes, belges et roumaines, apportent soutien financier et matériel pour permettre les échanges entre groupes de jeunes et les formations dispensées en Roumanie (maintenant assurées principalement par des animateurs roumains formés dans le cadre du programme), requièrent une contribution financière des participants ou des communes bénéficiaires. Une partie est assurée par le ministère de la Jeunesse roumain et l'Union européenne.

Magdeleine Walger

Contact :

en Belgique : Bart Wynants, coordinateur du projet AGLT pour Somepro
+32 14 40 31 62 info@somepro.be www.somepro.be

en Roumanie : Maria Pruteanu, employée éducative chez AGLT
+40 744 62 64 06 mariapruteanu70@yahoo.com
<http://www.aglt.org/ro/desprero.html>

Russie / France

Entre Irkoutsk en Sibérie orientale et le département de Haute-Savoie

Coopération « franc'eau russe »

Un projet de coopération à l'éducation écologique est en cours, pour une période de deux ans (2007/2009), entre la ville d'Irkoutsk (Sibérie Orientale, Russie) et le département de Haute-Savoie (Région Rhône-Alpes, France), déjà partenaires depuis une dizaine d'années sur différents projets de développement local. Ce nouvel axe intervient sur l'initiative du conseil général de Haute-Savoie, de l'association Eurcasia et des partenaires russes de la coopération. Le principe : permettre à des classes de collégiens français et russes d'échanger les approches environnementales propres à leurs régions, de partager un projet sur la thématique de l'eau douce, des lacs et des rivières et de favoriser l'apprentissage de leurs cultures et langues respectives.

Partant de problématiques communes aux deux entités, le projet s'articule autour d'une thématique centrale : la gestion de l'eau et la préservation du capital écologique du lac Baïkal en Sibérie orientale (plus grande réserve d'eau douce au monde) et du lac Léman (lac franco-suisse le plus important d'Europe occidentale). C'est sur cette base qu'à la rentrée scolaire 2008, deux classes de vingt-cinq écoliers russes et français de niveau 4ème (Gymnasium n°3 de la ville d'Irkoutsk et collège du Bas Chablais à Douvaine, Haute Savoie) ont commencé à suivre des cours de sensibilisation à la qualité de l'eau, à la biodiversité, à l'aménagement et au développement des ressources aquatiques. Sorties et ateliers pratiques font partie intégrante du programme des élèves qui procéderont, en phase finale, à une restitution publique de leurs travaux. Un va-et-vient constant sera effectué entre les thèmes abordés par les collégiens russes et français qui apprendront à se connaître et à échanger régulièrement via Internet.

De part et d'autre, un comité de pilotage est chargé d'assurer l'organisation, le suivi et l'évaluation du projet. Il se compose d'un élu local mais aussi des enseignants, intervenants, experts associés et chargés de coordination du projet. Le conseil général de Haute Savoie et la ville d'Irkoutsk s'engagent à respecter un principe d'équilibre pour le montant des sommes allouées. Le budget prévisionnel de l'opération côté Haute Savoie pour l'année 2009 s'élève à 6 500 €.

Magdeleine Walger

Contact :

Aline Fabresse, Chargée de mission pour la coopération décentralisée
du CR74
+33 (0)4 50 33 49 10
aline.fabresse@cg74.fr

Marc Druesne, Président au niveau départemental de l'association Eurcasia
qui assure le lien entre les élus français et russes
+33 (0)4 50 46 19 24
marc.druesne1@wanadoo.fr

Suède

Région Fyrbodal et regroupement de communes dans la région Västra Götaland, au Sud-Ouest de la Suède

Favoriser le développement des associations entrepreneuriales, pour l'insertion

Si les entreprises sociales sont de plus en plus reconnues en France et de ce fait la frontière entre association et entreprise s'estompe peu à peu, certaines communes suédoises ont, depuis plus de vingt ans, saisi le rôle essentiel de ces structures appelées là-bas "associations entrepreneuriales" (entités dont l'équivalent français serait les coopératives) : « *Il est important que de telles structures se développent : ce sont comme des entreprises privées qui travaillent dans le secteur public* », explique Penilla Gunther, directrice de l'agence de Coompanion⁽¹⁾, organisme qui propose un accompagnement aux créateurs de coopératives, dans la région Fyrbodal. L'agence a noué des partenariats avec les quatorze petites communes de la région, qui participent largement à ses activités. Les petites villes ou villages travaillent avec Coompanion pour identifier les besoins du territoire et mettent l'organisme en relation avec les entrepreneurs qui demandent de l'aide. Il n'est pas rare non plus que les communes fassent appel à Coompanion pour dispenser des formations aux équipes municipales dédiées à l'accompagnement des créateurs d'entreprises. Un service financé chaque année par la communauté de communes à hauteur de 40 000 € et par la région, pour un montant de 45 000 €. Quatre des quatorze communes de la région font partie du conseil d'administration de Coompanion et sont ainsi étroitement associées aux prises de décisions. « *Nous avons de plus en plus de demandes pour des entreprises en zone rurale : les personnes immigrées qui arrivent chez nous sont souvent originaires de la campagne. C'est pourquoi nous les aidons à développer une activité professionnelle dans l'agriculture* », explique Penilla Gunther.

Grâce à ces collaborations et ces financements, Coompanion accompagne chaque année environ cinq cents créateurs. Un dispositif largement soutenu par les autorités régionales, dont l'un des objectifs principaux est la multiplication des entreprises d'insertion sur le territoire.

Amaury Guillem

(1) Ex-Kooperativ Konsult, Coompanion s'est donné pour mission de promouvoir le développement coopératif et le développement de l'économie sociale dans la région de Göteborg, via le conseil, la formation et le dialogue avec les autorités en vue de faciliter la croissance de l'économie sociale et coopérative. Depuis sa création en 1987, près de 700 nouvelles coopératives ont vu le jour dans des domaines tels que l'accueil de la petite enfance, des écoles primaires et secondaires gérées par les parents, l'insertion par le travail, la santé, le logement et le secteur culturel.

Contact :

Penilla Gunther, Directrice de Coompanion à Fyrbodal
penilla.gunther@coompanion.se
www.coompanion.se

Suède

Linköping, 132 000 habitants dans le Comté d'Östergötland et Västervik, 21 000 habitants dans le comté de Kalmar, toutes deux situées dans le Sud-Est du Pays

Amanda roule au biogaz local et relie deux municipalités

Inauguré en Suède en avril 2006, un train au biogaz surnommé « Amanda » relie désormais la ville de Linköping à la celle de Västervik, distante de 80 km.

Amanda est le fruit d'une coopération entre les deux municipalités et la compagnie Svensk Biogas. Au début des années 1990, Linköping avait déjà opté pour le biogaz, notamment pour alimenter son réseau de bus. L'idée d'un train a donc très vite séduit la municipalité. C'était pour elle, un moyen de renforcer ses engagements environnementaux et de promouvoir l'énergie renouvelable.

Amanda est au départ un train diesel construit en 1981 par Fiat en Italie. Au fil du temps, il subit plusieurs transformations jusqu'à recevoir en 2006 deux moteurs à gaz Volvo. Amanda fonctionne désormais avec un seul wagon, pouvant transporter jusqu'à 54 personnes pour 26 euros l'aller-retour (140 € par mois pour un usage illimité). Son biogaz provient des déchets de l'abattoir de bovins Swedish Meats, situé à Linköping. Son autonomie est de 600 km et sa vitesse maximale de 130 km/h ; il effectue actuellement un aller retour par jour.

Le coût de l'opération s'élève à 700 000 €, entièrement financés par l'entreprise publique d'ingénierie Tekniska Verken. Ce montant inclut l'achat des rails, le design, la construction, les composants (moteurs, bouteilles de gaz à haute pression, etc.), la rénovation de l'intérieur du train et les essais. « *Si nous voulons reconstruire un train de ce type, son coût devrait diminuer de 50 % car nous avons déjà les plans et les autorisations* », souligne Bertil Carlson, chef de projet chez Tekniska Verken.

La mairie de Linköping a coordonné la mise en circulation du train sur le réseau ferroviaire suédois. Selon Bertil Carlson, « *le plus dur a été de convaincre la société nationale des chemins de fer pour qu'Amanda intègre le réseau ; il s'agit d'un train ancien, il a donc fallu plusieurs mois pour régler les problèmes administratifs et valider les consignes de maintenance* ». Depuis sa mise en circulation, « Amanda » a parcouru 72 000 km (près de deux fois le tour de la planète). C'est une première en Suède et les avantages sont multiples : utilisation d'une ressource énergétique renouvelable, basses émissions de gaz à effet de serre, production locale de biogaz et réduction du bruit.

Agathe Seydoux

Contact :

Bertil Carlson
Chef de projet du train au biogaz "Amanda"
+ 46 13 20 81 04
bertil.carlson@tekniskaverken.se

Suisse

Genève et autres communes et cantons

Collecte au porte à porte des déchets organiques

En Suisse, les communes ont en charge la collecte des déchets et les cantons leur élimination. En 2005, chaque habitant produit environ 1 kg de déchets par jour, déchets verts inclus. Seulement 40 % de ces déchets sont recyclés. Cependant, en comparaison internationale, le taux de recyclage en Suisse reste un des plus élevés (Source : Office fédéral de l'environnement, 2007).

La Ville de Genève est l'une des quarante-cinq communes du canton du même nom et compte 1,8 personne par ménage en moyenne. Dans l'ensemble de la région, la collecte des matières organiques chez les particuliers s'est installée modestement au début des années 1990, sans franc succès. En 2005, la ville a décidé de relancer cette activité via une campagne de sensibilisation et par un renforcement du service offert.

Des bidons de dix-sept litres sont distribués gratuitement aux 80 000 ménages pour y trier leurs déchets organiques (reste de repas, marc de café, sachets de thé, papier essuie tout, épluchures de fruits et de légumes, coquilles d'œufs...). Ceux-ci sont ensuite collectés deux fois par semaine par les véhicules de la ville, au même titre que les déchets ultimes. Pour réduire davantage les émissions de gaz à effet de serre, ces camions roulent au biogaz et servent également, après nettoyage, à la collecte du papier-carton.

La plupart des déchets partent en usine de méthanisation pour produire de l'électricité et du chauffage. Le reste sert à la production de compost. En 2007, 3 364 tonnes de déchets organiques ont été collectés (3 300 en 2006, 2 980 en 2005) et 90 000 bidons ont été distribués. Le budget total consacré à ce dispositif (distribution de bidons, levée des déchets, élimination, etc.) s'élève à près de deux millions de francs suisses par an (1,245 M€). Ce type de collecte est généralisé dans toute la Suisse. Pour les plus petites communes, un système de containers enterrés à apport volontaire est installé.

Jeanne Beutter

Contact :

Boris Woelflé
Chef Voiries - Villes propres
+41 22 418 4333
boris.woelfle@ville-ge.ch
www.ville-ge.ch

conception-réalisation studiograph

www.studiograph.net

Imprimé en novembre 2008

